

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 27/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENTREPOT PETROLIER DE DIJON**

1 rue de l'Aspirant Pierrat  
21600 Longvic

Références : 2025-376  
Code AIOT : 0005401255

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2025 dans l'établissement ENTREPOT PETROLIER DE DIJON implanté 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 Longvic. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action départementale "Etat des stocks".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPOT PETROLIER DE DIJON
- 1 rue de l'Aspirant Pierrat 21600 Longvic
- Code AIOT : 0005401255
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement stocke des hydrocarbures liquides de type essence et de type gazole, fioul. L'Entrepôt Pétrolier de Dijon (EPD) distribue des carburants qui sont commercialisés dans les stations-service de sa zone de chalandise. L'établissement est classé Seveso Seuil Haut.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	Demande d'action corrective	2 mois
3	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous forme synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activité ou de stockage.

De plus, l'exploitant doit procéder à l'amélioration de ces documents relatifs à l'état des stocks de son site afin de gagner en compréhension et lisibilité en cas d'évènement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : État des matières stockées – Cas général

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

#### **Constats :**

L'exploitant dispose de deux documents pour son état des matières stockées :

- un état des stocks des produits pétroliers mis à jour quotidiennement disponible sur le synoptique d'exploitation du site,
- un fichier informatique de type tableur nommé "LO DT 2011 Recensement matières dangereuses" regroupant l'ensemble des matières stockées dont les matières combustibles non dangereuses et les produits pétroliers.

L'exploitant dispose, en format papier et informatique, des fiches de données de sécurité des matières dangereuses stockées. L'inspection a consulté par échantillonnage 3 fiches de données de sécurité (FDS) de produits présents dans le fichier informatique de type tableur nommé "LO DT 2011 Recensement matières dangereuses" : Pintyplus (peinture), Sans plomb 98 et émulseurs. Ces trois FDS étaient disponibles en version papier et informatique.

#### **OBSERVATIONS :**

Les noms des produits pétroliers présents dans l'état des stocks des produits pétroliers sont difficilement compréhensibles (exemple GOEXC, BOB, etc.).

Les noms des produits pétroliers du fichier informatique de type tableur ne sont pas identiques à ceux de l'état des stocks.

Les informations contenues dans l'état des stocks ne permettent pas une identification certaine des produits stockés. On peut notamment noter :

- la colonne "Nom" n'indique pas qu'il s'agit du stockage et ne localise pas le stockage sur le site ;
- la colonne "volume" n'indique pas s'il s'agit du volume du produit présent ou du volume disponible dans le stockage ;
- la ligne "réception" n'indique pas s'il s'agit des bacs de stockages d'hydrocarbures.

Dans l'onglet matières dangereuses du fichier informatique de type tableur nommé "LO DT 2011 Recensement matières dangereuses", il est indiqué dans la colonne "Fréquence d'état des stocks" (colonne AN) des chiffres sans unité (jours, semaines, mois, etc.). Cette colonne doit indiquer une unité.

Dans cette même colonne, concernant les produits pétroliers, il est indiqué 7 alors que l'exploitant a indiqué à l'inspection une fréquence de mise à jour quotidienne. L'exploitant modifiera cette périodicité afin qu'elle soit identique à celle de mise à jour de l'état des stocks. En complément, l'exploitant a indiqué à l'inspection ne pas connaître la périodicité de mise à jour du fichier informatique de type tableur nommé "LO DT 2011 Recensement matières dangereuses". Cette mise à jour doit être réalisée conformément à la périodicité fixée par l'arrêté du 4 octobre 2010.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant intégrera les observations formulées dans le constat afin de faire évoluer son document état des stocks.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : État des stocks – Inflammables A et Seveso**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le fichier informatique de type tableur nommé "LO DT 2011 Recensement matières dangereuses" regroupe dans un onglet dédié, l'ensemble des matières dangereuses stockées sur le site avec pour chacune les mentions de dangers associées.</p> <p>Le fichier informatique de type tableur nommé "LO DT 2011 Recensement matières dangereuses" regroupe dans un onglet dédié, l'ensemble des matières combustibles stockées sur le site. L'exploitant a défini différents types de matières combustibles stockées : plastique, bois, carton/papier, tissu non souillés, tissus souillés, électrique et autres. Pour chaque matière combustible stockée est défini un ou plusieurs de ces types.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : État des stocks – Inflammables A et Seveso**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  <ol style="list-style-type: none"><li>1. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</li></ol>
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant définira un format pour son état de stock permettant de répondre à l'article 47-2 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois